

ÉDITORIAL

MALENTENDU

Michel VIOLET

« *Alors, l'A.F.L. veut brûler les bibliothèques ?* » Proférée sur le mode de la plaisanterie à l'issue de la conférence de presse que nous avons organisée pour rendre compte de notre Séminaire sur les Villes-Lecture, cette phrase n'en exprimait pas moins une conviction partagée que nous sommes "contre les livres".

Étonnante cette réputation faite à une association "pour la lecture" dont on pourrait au moins se souvenir qu'elle a été, entre autres, à l'origine des Bibliothèques Centres Documentaires dans les écoles élémentaires et maternelles ! Que sa première démarche lors de l'implantation de son Centre de Classes-Lecture a été la création d'une bibliothèque municipale en collaboration avec la commune de Bessèges¹. Cette interprétation de nos discours - pourquoi dirions-nous ce que nous ne pensons pas ? - et de nos écrits - ils sont consultables - qu'en maintes occasions nous avons pu constater ne cesse de nous surprendre. N'arrivant pas à suspecter une quelconque malveillance chez ceux qui s'en font l'écho, nous ne pouvons l'expliquer que comme le résultat d'un malentendu qu'il faut tirer au clair.

Cette réputation ne peut venir de notre dénonciation, il y a quelques années, des manuels scolaires et des "livres de lecture" puisque nous plaidions en même temps pour l'introduction à l'école des "écrits sociaux" (et notamment de la littérature de jeunesse) et pour une collaboration avec les bibliothèques publiques. De même que, enseignants pour la plupart ; nous ne pouvons être accusés de prêcher pour notre paroisse et de chercher à évincer une institution - les bibliothèques, par exemple - au profit d'une autre - l'école - dans la recherche de solutions aux problèmes de lecture. Nous ne cessons, en effet, de prôner une "déscolarisation" de ces derniers et d'œuvrer pour la conjugaison de toutes les forces disponibles. Notre action en faveur des Villes-Lecture en est la dernière illustration. Personne n'imagine qu'à vouloir faire de la lecture "l'affaire de tous" on cherche à nuire à quiconque qui ne revendiquerait pas un monopole, en souhaitant son intégration dans une action globale. C'est donc ailleurs qu'il faut chercher les raisons de ce malentendu. Non pas par goût d'une vaine querelle mais parce que cette collaboration qui nous paraît indispensable ne peut se réaliser que sur des bases claires.

Le nombre de lecteurs, en France, diminue-t-il autant qu'on le dit ? Nous ne savons. En revanche, nous sommes persuadés de l'impérieuse nécessité qu'il augmente dans des proportions importantes. En cela, rien d'original nous partageons cette conviction, et les raisons qui la fondent, avec beaucoup. C'est sur les moyens d'y parvenir qu'apparaissent naturellement des divergences... et malheureusement les suspicions. Car, point d'angélisme... nous savons bien que les institutions spécialisées ont un penchant naturel à revendiquer l'hégémonie dans le champ de leurs actions. Les invites à collaborer sont toujours ressenties par chacune comme l'intrusion des autres sur un territoire qui lui revient de droit et comme une ingérence critique dans sa manière d'agir. De là, ces réactions défensives et pour le moins irrationnelles qui, en rendant indignes les éventuels partenaires, justifient les résistances et évitent d'afficher les véritables désaccords.

À lire Pierre CHAUNU², ou tout autre historien qui s'est intéressé à ce sujet, on comprend pourquoi et combien l'écrit et les livres ont été sacralisés pendant des siècles. Rares, ils transmettent la Parole. En outre, pendant 15 siècles, les techniques d'investigation du monde ne progressant pas, ils sont la source unique de toutes connaissances au point qu'on considère comme vaine l'observation du réel. Les systèmes

¹ Ce n'était pas dans la perspective de pouvoir la brûler !

² Pierre CHAUNU. Trois millions d'années. Quatre vingt milliards de dessins. (Laffont).

d'enseignement mis en place ensuite perpétuent ce culte du livre. Jusqu'à il y a peu la minorité qui étudie fait "ses humanités". Elle accède ainsi au patrimoine. Il n'y a de culture que littéraire et l'élite est "lettrée".

Homère, Ronsard, Diderot, Balzac, Joyce, Proust. Ceux qui les ont lus savent ce qu'ils doivent à leur lecture. *"Rien ne remplacera jamais l'immersion dans les caractères d'imprimerie de tous les temps, réservoir inépuisable de sens constamment renouvelés, des pensées les plus élaborées, des rêves les plus vertigineux"* écrit Bertrand POIROT DELPECH dans un article du Monde dans lequel il évoque l'effondrement du nombre de lecteurs et qu'il n'hésite pas à intituler **Alerte à la barbarie**. *"Il est des batailles qu'on se doit de livrer"* ajoute-t-il. Et il a raison. Comme ont raison ceux qui souhaitent que soient davantage partagés le profit et le plaisir qu'ils retirent de leurs lectures.

C'est à cette tradition et à ce souhait qu'on doit sans doute le fait que, dans l'esprit du grand public, il n'y a de lecture véritable que littéraire. Que toute action en faveur de la lecture se résume souvent à la promotion du livre et de la littérature. Qu'inversement, parmi les mesures susceptibles de généraliser les pratiques de lecture, seules celles qui visent l'augmentation du nombre de consommateurs de livres rencontrent une approbation unanime. De là, sans doute aussi, le succès des BCD - objet culturellement noble et dont on a limité le rôle en n'en faisant qu'un moyen de rapprocher le livre des enfants ou encore celui de l'édition de jeunesse considérée généralement comme propédeutique à la lecture des grands auteurs. Ainsi s'explique qu'on fasse de la bibliothèque publique la base logistique de toute politique de lecture.

Or, plus personne ne peut croire que dans un pays comme la France, seuls l'éloignement géographique ou l'impossibilité financière expliqueraient la non-lecture et qu'une offre de livres plus intense et davantage diversifiée suffirait à la réduire de manière significative. Les sociologues de la lecture ont suffisamment montré que ce prosélytisme n'a d'effet positif que sur une frange limitée de la population et qu'il provoque la culpabilisation ou le rejet de ceux qui sont les plus éloignés culturellement de la lecture. Rappeler cela, ce n'est pas nier l'importance des bibliothèques dans la lutte contre l'illettrisme. Ce n'est pas, a fortiori, vouloir qu'on les incendie ! C'est dire que l'offre de lecture et la diffusion des livres, ne peuvent être ni premières ni uniques et qu'il convient d'abord de s'attaquer aux facteurs de la non-lecture, à ce qui fait qu'on ne lit pas et qui rend inefficaces - l'expérience l'a montré - les incitations les plus alléchantes.

Serions-nous déjà suspects aux yeux de certains en nous intéressant à d'autres vertus de la lecture que celle de faire accéder au patrimoine littéraire ? En rappelant que la lecture n'est pas d'abord et essentiellement un moyen d'évasion et une source de plaisir ? Qu'il est d'autres écrits que littéraires et artistiques ? Cette fonction de l'écrit de "distancier" le familier et le contingent, de donner prise et pouvoir d'agir sur des réalités qu'il permet de comprendre et de "juger", à laquelle nous attachons de l'importance (au point de faire de sa découverte l'élément primordial de l'apprentissage et du développement de la lecture et de l'écriture)³ dépasse mais n'exclut pourtant pas celle de connaître la littérature.

Mais l'écrit n'a ce pouvoir que pour ceux qu'il **concerne**. C'est donc par son implication dans le jeu social et son insertion dans une communauté d'intérêts que le non-lecteur peut découvrir cette fonction de l'écrit, les enjeux de la lecture et les raisons de lire. Ce n'est pas le lieu ici de rappeler par quels processus peut se conférer ce statut de lecteur sur lequel nous ne cessons de mettre l'accent mais il nous paraît évident que c'est alors, mais alors seulement qu'une offre de lecture appropriée peut satisfaire ce besoin et cette nécessité de lire et que la bibliothèque apparaît par conséquent comme un partenaire indispensable. Ce besoin et cette offre pour le satisfaire conduiront-ils à la lecture des "grands auteurs" ? C'est un autre débat. On peut juste remarquer qu'il n'est pas de pratique culturelle qui ne soit pas transformée en se généralisant...

Non, l'AFL ne veut pas brûler les bibliothèques. Ce texte, qui ne fait que répéter ce que nous avons toujours dit et qui n'avait pas d'autres prétentions, suffira-t-il à en convaincre ? ●

Michel VIOLET

³ Lire dans ce présent numéro les articles de Françoise KALTEMBACH et de Thierry OPILLARD sur ce sujet.